



EUROBAROMETRE 74 AUTOMNE 2010

LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA
CRISE

RAPPORT

Terrain : Novembre 2010

Publication : Février 2011

Eurobaromètre Standard 74

Automne 2010

LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA CRISE

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	4
1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?	7
2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES	9
3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE.....	11
4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE	13
5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE.....	14
5.1. Améliorer les performances de l'économie européenne.....	14
5.2. Mesures pour lutter contre la crise	17
6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?	18
6.1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique.....	18
6.2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?.....	21
6.3. L'acteur le mieux placé pour réformer le système économique et financier	24
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	25

PRESENTATION

Au cours des derniers mois de 2010, l'Irlande, après la Grèce au printemps de la même année, a dû faire face à une situation des plus critiques puisque le pays enregistrait un très important déficit pour cette année (32% de son PIB). Afin de soutenir ce pays, un programme d'aide de 85 milliards d'euros sur 10 ans a été mis en place le 28 novembre 2010.

En outre, les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-sept ont décidé le 16 décembre 2010 de pérenniser à partir de 2013 le Fonds européen de stabilité financière (créé le 9 mai 2010). Ce fonds de soutien est désormais permanent (le Mécanisme européen de stabilité, MES) et se trouve doté de 440 milliards d'euros afin de venir en aide aux pays qui pourraient faire face à une crise particulièrement grave¹.

C'est dans ce contexte qu'a été réalisée cette enquête Eurobaromètre² de l'automne 2010.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre standard 74 de l'automne 2010 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Trois autres volumes présentent l'état de l'opinion publique européenne sur : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; l'information sur les questions politiques européennes. Le présent volume est consacré à la crise financière et économique.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

*

*

*

¹ http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ec/118572.pdf

² Cette étude a été réalisée de la mi-novembre à début-décembre 2010. Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance³.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

³ Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où le répondant a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

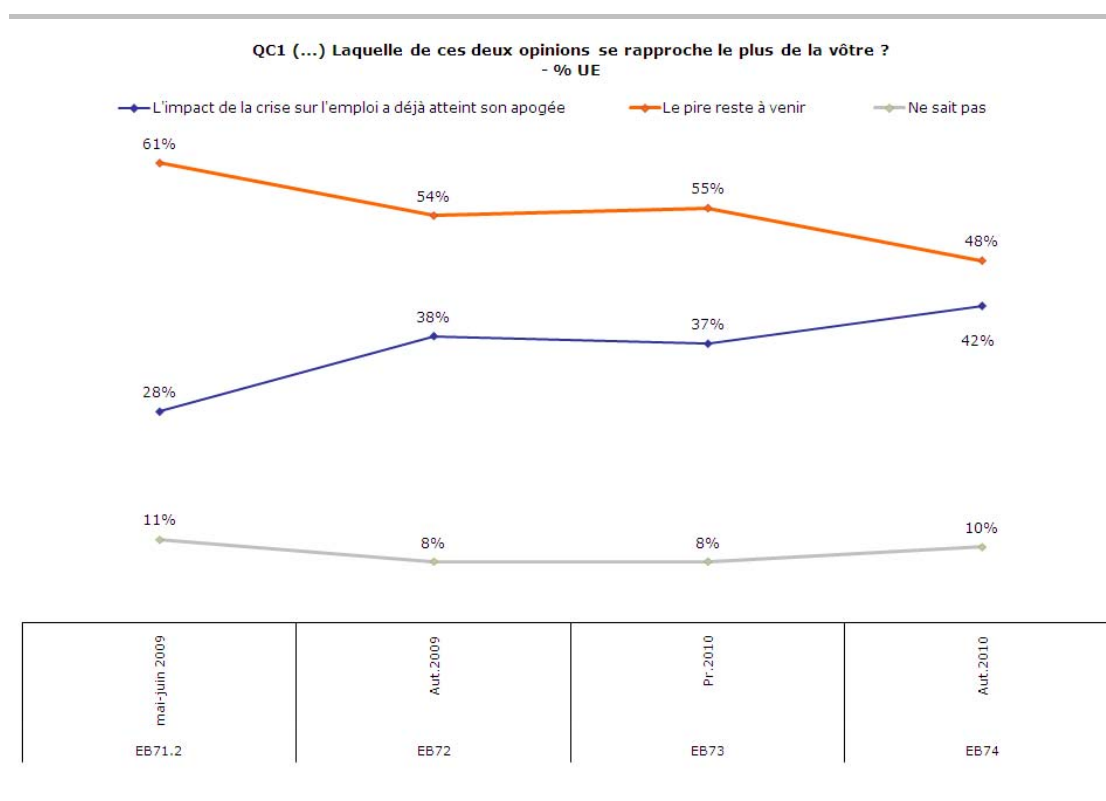
Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

UE27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni

1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?





























Même si une majorité relative d'Européens continuent à penser que "le pire reste à venir", (48% estiment que les conséquences négatives de la crise ne se sont pas encore toutes fait sentir), 42% pensent au contraire que "l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée". C'est un résultat en **nette amélioration** depuis un an et demi (28% en mai-juin 2009⁴) et même depuis six mois (+5 points). Réciproquement, la proportion de personnes pessimistes baisse de 7 points par rapport à la dernière enquête.



Il est frappant de constater à quel point les différents pays de l'Union européenne offrent des réponses variées à cette question. Dans treize pays, le sentiment que la crise est "derrière nous" l'emporte; dans treize pays, au contraire, le pire est toujours considéré comme étant "devant nous" et la perception est exactement équilibrée au Luxembourg.

⁴ Eurobaromètre spécial n°316, mai-juin 2009, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_316_fr.pdf

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2010 - Pr. 2010	Le pire reste à venir	Diff. Aut.2010 - Pr. 2010	Ne sait pas	Diff. Aut.2010 - Pr. 2010
	UE27	42%	+5	48%	-7	10%	+2
	BE	51%	+15	46%	-15	3%	0
	BG	55%	+11	22%	-8	23%	-3
	CZ	52%	+6	41%	-9	7%	+3
	DK	56%	-5	39%	+4	5%	+1
	DE	55%	+24	33%	-27	12%	+3
	EE	58%	-1	37%	-1	5%	+2
	IE	21%	-14	72%	+14	7%	0
	EL	22%	0	75%	0	3%	0
	ES	35%	-2	58%	-2	7%	+4
	FR	33%	+5	57%	-8	10%	+3
	IT	43%	+3	44%	-3	13%	0
	CY	27%	+5	66%	-6	7%	+1
	LV	44%	+4	52%	-3	4%	-1
	LT	45%	+11	48%	-13	7%	+2
	LU	47%	+21	47%	-23	6%	+2
	HU	54%	-3	36%	0	10%	+3
	MT	47%	0	40%	-1	13%	+1
	NL	57%	+14	34%	-16	9%	+2
	AT	58%	+17	32%	-15	10%	-2
	PL	43%	-1	44%	+2	13%	-1
	PT	20%	-3	73%	+2	7%	+1
	RO	29%	+9	48%	-20	23%	+11
	SI	33%	-2	63%	+1	4%	+1
	SK	55%	+6	38%	-6	7%	0
	FI	52%	+4	44%	-4	4%	0
	SE	58%	-5	37%	+4	5%	+1
	UK	28%	-11	66%	+11	6%	0

Notons également, **contrairement à ce qui avait été observé au printemps 2010**, qu'**au sein des Etats membres qui n'appartiennent pas à la zone euro, on semble aujourd'hui plus pessimiste (50%, +1 points) qu'au sein de cette dernière (47%, -9 points).**

On note un net regain d'optimisme dans certains pays, notamment en Allemagne, au Luxembourg, en Autriche et en Belgique où l'on observe des évolutions spectaculaires des réponses positives. A l'inverse, une chute importante se fait jour en Irlande et au Royaume-Uni.

2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES

Les résultats de cette enquête Eurobaromètre sont stables par rapport aux enquêtes précédentes, et notamment par rapport au printemps 2010. Ainsi, **plus du tiers des répondants (34%, -1 point) continuent de penser que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir** et qu'ils vivent au jour le jour. **Ceux qui savent ce qu'ils feront dans les six prochains mois sont toujours 32%** (comme au printemps 2010 et en automne 2009). Ils étaient 29% au printemps 2009⁵.

Quant aux Européens qui voient ce que sera leur foyer dans les un ou deux ans à venir, ils représentent près d'un tiers de la population (30%, +1 point par rapport au printemps 2010 et +2 points par rapport à l'automne 2009).

Cependant, au-delà de cette moyenne européenne, on constate de très nettes différences entre les Etats membres, en particulier liées à leur date d'adhésion à l'Union.

Les habitants appartenant aux pays de la zone euro sont beaucoup moins nombreux que ceux vivant en dehors de la zone euro (31% et 41%) à déclarer vivre au jour le jour. Les résultats de l'enquête Eurobaromètre du printemps 2010 étaient respectivement de 33% et 38%. A l'inverse, les personnes interrogées au sein de la zone euro sont beaucoup plus nombreuses que celles en dehors de la zone euro (34% et 21%) à se projeter à long terme.

Dans huit des vingt-sept Etats membres, une majorité absolue des répondants considèrent que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir, ce qui les contraint à vivre au jour le jour. C'est le cas en Bulgarie (56%), mais aussi en Lettonie (57%), à Malte (56%) et en Hongrie (51%), ainsi qu'en Grèce et en Lituanie (54% dans les deux pays), au Portugal (51%) et en Espagne (50%). Cette opinion est également partagée par une majorité relative de répondants dans sept autres pays : en Estonie (49%), en Irlande (48%), en Roumanie (47%), en Chypre (45%), en Pologne (42%), au Royaume-Uni (40%) et en France (36%).

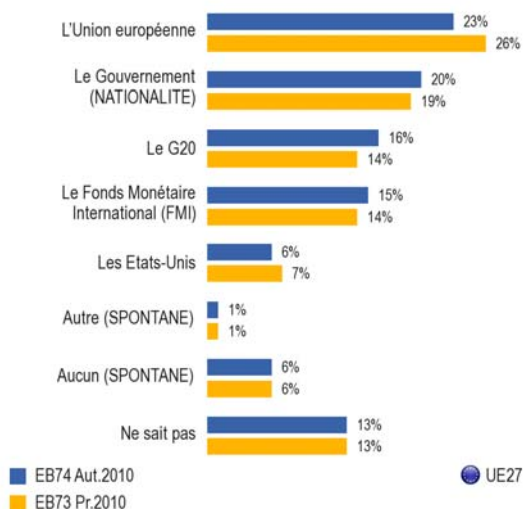
Les pays qui enregistrent les hausses les plus significatives du taux de répondants déclarant vivre au jour le jour sont la Pologne (42%, +8 points), le Royaume-Uni (40%, +6 points) et l'Irlande (48%, +5 points).

⁵ QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; Autre ; NSP.

Quant aux personnes interrogées qui voient à plus long terme de ce que sera leur foyer (dans les un ou deux ans à venir), ce sont essentiellement, comme dans les deux dernières enquêtes Eurobaromètre, des habitants du Nord de l'Europe : Allemagne, Pays-Bas, Danemark, Finlande, Luxembourg, Autriche et Suède. Les citoyens de ces Etats membres, hormis ceux du Luxembourg, sont également majoritairement optimistes quant à la sortie de crise. Quatorze Etats membres enregistrent des évolutions positives pour cette réponse. Les évolutions positives les plus significatives sont observées en Allemagne (57%, + 10 points), en Belgique (37%, + 6 points) et en Lituanie (15%, + 6 points).

3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE

QC3. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



Cette question⁶ avait déjà été posée lors des trois dernières vagues Eurobaromètre du printemps 2010, de l'automne 2009 et du printemps 2009. **Des institutions supranationales ou "globales"** (l'Union européenne, le G20 ou le Fonds Monétaire International), **mais également nationales** (le gouvernement et les Etats-Unis) étaient proposées aux répondants.

Par rapport à la dernière enquête du printemps 2010, la hiérarchie des réponses est stable. **L'Union européenne est aujourd'hui encore considérée comme l'acteur le plus à même d'agir**

efficacement face aux conséquences de la crise (23%, mais en baisse de 3 points).

Quant au Fonds Monétaire International (FMI), il semble considéré avec davantage d'intérêt aujourd'hui puisqu'il obtient 15% des réponses, taux qu'il n'avait jamais atteint auparavant (14% au printemps 2009, 11% en automne 2009 et 14% au printemps 2010).

Les répondants interrogés au sein de la zone euro ont davantage tendance à citer l'Union européenne que ceux habitant en dehors de la zone euro (respectivement 25% et 21%). A contrario, ils sont beaucoup moins enclins à citer leur gouvernement national que les répondants des Etats membres en dehors de la zone euro (16% et 26%).

L'Union européenne est citée avant tout par les Européens demeurant en Grèce (37%), pays qui fait face à une crise financière sans précédent depuis la fin de l'année 2009.

Le gouvernement national est plébiscité par les répondants au Royaume-Uni (40%).

Le G20 est surtout considéré comme l'acteur le plus efficace par les répondants en République tchèque (37%) et aux Pays-Bas (35%).

Le FMI est plus volontiers cité en Finlande (36%, +6 points) et en Irlande (21%, +8 points). A l'inverse, c'est aussi dans un pays en crise, la Grèce, que le FMI obtient le taux le plus bas de citations (7%).

⁶ QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) ; Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE) ; NSP.

Les Etats-Unis, quant à eux, semblent surtout considérés comme un acteur efficace – quoique de manière relative – en République tchèque, en Espagne, et au Portugal (12% dans les trois pays).

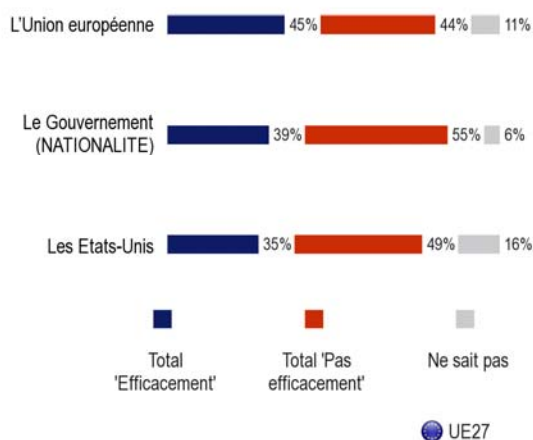
Les Etats membres au sein desquels la réponse « **Union européenne** » a le plus évolué positivement sont la Bulgarie (36%, +6 points), la Grèce (37%, +4 points) et la Lettonie (23%, +4 points). Et c'est en Espagne que l'évolution négative est la plus marquée (23%, -10 points).

Quant au « **gouvernement national** », il a principalement perdu une partie de son crédit en Roumanie (29%, -13 points), en Irlande (13%, -11 points) et en Grèce (17%, -10 points), pays qui subissent la crise financière et économique actuelle.

L'efficacité des principaux acteurs

Il est une chose d'identifier les acteurs qui, en théorie, sont les plus à même d'agir contre les effets négatifs de la crise, il en est une autre de juger de l'efficacité de leur action réelle.

QC11. Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?



Ainsi, les Européens voient dans l'Union européenne l'acteur qui a agi le plus efficacement pour combattre la crise: 45% des Européens jugent « efficace » l'action de **l'Union européenne**, mais 44% pensent le contraire. **Le gouvernement national** est considéré comme inefficace par la majorité des personnes interrogées (55%), tandis que 39% sont plus positifs à son égard. Quant aux **Etats-Unis**, ils sont eux aussi perçus comme inefficaces (par un peu moins d'un répondant sur deux, 49%), tandis que plus d'un tiers (35%) les jugent positivement.

On observe des différences importantes selon la localisation géographique des répondants.

Les répondants les plus positifs vis-à-vis de **l'Union européenne** se trouvent en Bulgarie (66%), en Slovaquie (64%) et en Roumanie (63%), alors que la Grèce est le pays dont les citoyens sont les plus critiques à son égard : 71% d'entre eux estiment qu'elle n'a pas agi efficacement pour combattre la crise.

Le gouvernement national est essentiellement soutenu en Suède (80%), au Luxembourg (69%), aux Pays-Bas (66%) et en Allemagne (65%). Notons que les répondants en Grèce, bien que critiques envers l'Union, ne soutiennent pas davantage leur propre gouvernement : seuls 16% jugent son action positive contre 83% qui la jugent négative. Ils sont 9% de cet avis en Irlande (le taux le plus faible de l'Union).

Et c'est en Bulgarie (55%), ainsi qu'en Italie et en Lituanie (54% chacun) que l'on juge le plus favorablement l'action des **Etats-Unis** pour combattre la crise.











4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE

Même si une majorité relative d'Européens estiment toujours que l'Union européenne est la plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise, **ils sont près d'un sur deux (48%, -1 point par rapport au printemps 2010) à déclarer que l'euro n'a globalement pas atténué les effets de la crise économique**, tandis que 39% (+2 points) pensent le contraire.

Néanmoins, les répondants de la zone euro sont beaucoup plus nombreux à soutenir l'idée d'un effet atténuateur de l'euro (43%, +1 point) que les citoyens résidant en dehors de la zone euro (29%, +3). Au total, cette opinion est majoritaire dans neuf pays de la zone euro et deux pays hors zone euro (Hongrie 48% et Malte 45%).

On enregistre des évolutions positives à cette question dans 14 des 27 Etats membres. Comme on l'observe dans le tableau ci-dessous, les plus nettes concernent la Pologne, le Danemark, le Portugal, l'Allemagne et la Suède. A l'inverse, dans 12 Etats membres, les résultats sont en baisse par rapport à la dernière enquête. C'est principalement le cas en France, en Grèce, en Slovaquie et en Lettonie.

QC4 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets de la crise économique.

	EB73 Pr. 2010	EB74 Aut. 2010	Diff. Aut. 2010 - Pr. 2010
 UE27	37%	39%	+2
 PL	24%	38%	+14
 DK	30%	42%	+12
 DE	34%	45%	+11
 PT	38%	49%	+11
 SE	21%	32%	+11
⋮	⋮	⋮	⋮
 LV	34%	28%	-6
 SI	46%	40%	-6
 EL	53%	46%	-7
 FR	40%	29%	-11

5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE

Les Européens sont aujourd'hui 63% à penser que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour affronter la concurrence économique internationale⁷. Ce résultat est en progression de 11 points par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre sur le sujet du printemps 2010. Près d'un quart des répondants (24%, -6 points) ne partagent pas ce point de vue.

En fait, nous observons aujourd'hui un niveau de réponses comparable à celui enregistré il y a un an et demi (66% au printemps 2009).

Cette opinion est toujours majoritaire dans chacun des vingt-sept Etats membres. Par ailleurs, elle est en progression aujourd'hui dans vingt-trois pays, et principalement à Chypre (82%), en Bulgarie (78%), en Lettonie (74%) et au Portugal (71%), qui ont tous enregistré une progression spectaculaire de 23 points. Une progression de plus de dix points est observée à Malte (67%, +22 points), en Allemagne (66%, +18 points), en Grèce (79%, +17 points), en Italie (70%, +17 points), en Irlande (65%, +17 points), en Roumanie (61%, + 16 points), en Pologne (72%, + 13 points), en Lituanie (71%, + 13 points), en Slovénie (68%, + 13 points) et en Autriche (69%, + 12 points).

5.1. Améliorer les performances de l'économie européenne

Afin de savoir de quelle façon les Européens souhaiteraient améliorer la performance de l'économie européenne, une série de onze initiatives leur ont été proposées, parmi lesquelles ils pouvaient en choisir un maximum de trois⁸.

Les résultats obtenus mettent particulièrement en avant **l'intérêt que les Européens portent à l'emploi et à la formation, ainsi qu'à la remise en ordre des finances publiques.**

L'initiative la plus fréquemment choisie par les Européens est sans conteste le fait d'« améliorer l'éducation et la formation professionnelle » : près de la moitié des répondants (47%) la citent comme prioritaire.

« Réduire les déficits publics et la dette publique » est ensuite choisie par plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées.

⁷ QC10.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'Union européenne dans l'économie ? : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

⁸ QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES) : Augmenter le nombre d'heures de travail ; Améliorer l'éducation et la formation professionnelle ; Investir dans la recherche et l'innovation ; Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies ; Faciliter la création d'entreprise ; Utiliser l'énergie plus efficacement ; Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.) ; Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement ; Augmenter l'âge de la pension ; Réduire les déficits publics et la dette publique ; Renforcer la réglementation des marchés financiers ; Autre (SPONTANE) ; NSP.

« **Faciliter la création d'entreprise** » occupe la troisième place avec un tiers des répondants qui la citent (33%).

Certaines différences apparaissent entre les Européens appartenant à la zone euro et les autres. Quatre initiatives sont ainsi sensiblement plus citées par les premiers que par les seconds :

- **Améliorer l'éducation et la formation professionnelle** : respectivement 50% et 40%.
- **Investir dans la recherche et l'innovation** : 33% et 23%.
- **Réduire les déficits publics et la dette publique** : 37% et 32%.
- **Renforcer la réglementation des marchés financiers** : 25% et 20%

A contrario, **investir dans les transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)** est une initiative beaucoup plus citée en dehors de la zone euro (16%) qu'au sein de la zone euro (7%).

QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ?

	UE27	Zone Euro	Hors-zone Euro
Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	47%	50%	40%
Réduire les déficits publics et la dette publique	35%	37%	32%
Faciliter la création d'entreprise	33%	34%	30%
Investir dans la recherche et l'innovation	30%	33%	23%
Renforcer la réglementation des marchés financiers	24%	25%	20%
Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies	21%	23%	19%
Utiliser l'énergie plus efficacement	21%	20%	23%
Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement	13%	14%	12%
Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.)	10%	7%	16%
Augmenter le nombre d'heures de travail	6%	6%	7%
Augmenter l'âge de la pension	4%	4%	5%

Notons que d'un point de vue sociodémographique, **l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle** est, assez logiquement, un thème cher aux plus jeunes (53% des 15-24 ans, pour 45% des 55 ans et plus). Il fédère, et c'est assez rare pour le noter, de la même manière, les chômeurs (48%) et les cadres (47%).

Réduire les déficits publics et la dette publique est un souhait particulièrement exprimé par les répondants des catégories d'âge intermédiaires (37% des 25-54 ans, pour 32% des 15-24 ans), par ceux qui ont suivi des études longues (38%, pour 31% de ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou avant), par les cadres (42%, pour 35% des ouvriers) et par ceux qui s'intéressent fortement à la politique (38%, pour 27% de ceux qui ne s'y intéressent pas du tout).

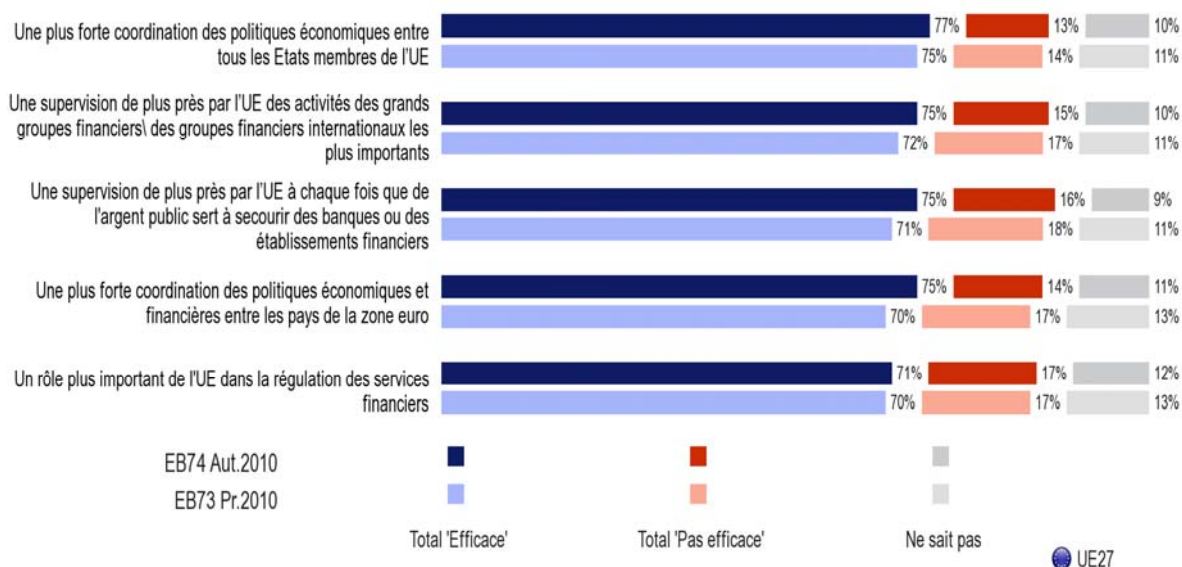
5.2. Mesures pour lutter contre la crise

Depuis le printemps 2009, les institutions européennes ont appelé à un renforcement de la coordination des politiques économiques et financières au sein de l'Union, mais aussi à une plus grande surveillance des établissements financiers.

Une nette majorité des Européens (au moins sept sur dix) estiment que les mesures qui vont en ce sens seraient efficaces pour combattre la crise, ce sentiment se renforçant même encore depuis l'automne 2009 et le printemps 2010.

Comme au printemps 2010, la mesure qui recueille le plus de réponses favorables est « **une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** » (77%, +2 points).

QC7. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



Pour chacune des mesures proposées, les Européens de la zone euro sont plus nombreux (avec une différence significative de 14 points au minimum) que ceux résidant en dehors de celle-ci, à juger efficaces les différentes mesures proposées pour lutter contre la crise.

6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?

6.1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique

Afin de lutter contre la crise économique et financière, **les Européens s'accordent sur la nécessité d'une plus grande coopération entre les 27 Etats membres**⁹. Ils sont 89% (+3 points par rapport au printemps 2010) à l'affirmer. Seuls 7% sont d'un avis contraire (-1 point).

Notons qu'au sein de la zone euro, on est encore plus favorable à cette idée d'une plus grande coopération (91%, pour 85% en dehors de la zone euro).

Quant à ceux dont l'opinion est encore plus affirmative sur ce point qu'il y a six mois, on les trouve principalement en Italie (89%, +9 points), en Irlande (88%, +8 points), ainsi qu'en France (92%, +7 points) et au Portugal (84%, +7 points).

Alors qu'un consensus s'établit pour appeler à une coopération entre les 27 Etats membres, l'idée de **réduire son niveau de vie actuel pour garantir celui des générations futures ne fédère pas autant les Européens**¹⁰. La moitié d'entre eux (50%, +4 points par rapport au printemps 2010) sont d'accord avec cette proposition, mais ils sont aussi 44% (-2 points) à marquer leur opposition.

Les personnes interrogées au sein de la zone euro sont 53% à envisager une réduction de leur niveau de vie actuel, pour 46% de celles qui résident en dehors de la zone euro.

Les plus favorables à cette solidarité intergénérationnelle sont les personnes interrogées en Italie (68%), mais aussi plus au Nord de l'Europe : en Suède (66%), au Danemark et aux Pays-Bas (65% dans les deux pays), ainsi qu'au Luxembourg (62%).

En outre, les Etats membres dont l'opinion a le plus évolué en faveur de cette solidarité sont le Portugal (50%, +21 points), l'Italie (68%, +18 points) et Chypre (55%, +16 points).

Cette solidarité intergénérationnelle, en dépit des sacrifices qu'elle implique pour les générations actuelles est davantage marquée auprès des catégories socioéconomiques les plus favorisées. Ainsi, 63% des cadres (pour 42% des chômeurs) sont d'accord avec la proposition. C'est également le cas de 54% des répondants qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (pour 38% de ceux qui en ont la plupart du temps).

⁹ QC6.3 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique.

¹⁰ QC6.4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Vous êtes prêt(e) à réduire votre niveau de vie actuel pour garantir le niveau de vie des générations futures.

L'idée de réformes engagées maintenant en faveur des générations futures¹¹, déjà soumise aux Européens en automne 2009 et au printemps 2010, remporte toujours une très grande adhésion. L'opinion positive qu'elle recueille progresse même de six points, et atteint aujourd'hui 77% des citations. Moins d'un répondant sur cinq (17%, -3 points) y est défavorable. Notons que cette opinion est un peu plus affirmée au sein des pays UE15 (79%) que dans les pays NEM12 (74%). C'est en particulier le cas des pays nordiques : au Danemark (94%), en Suède (93%) et en Finlande (91%).

Quant aux Européens dont l'opinion a le plus évolué positivement sur cette question, ils s'agit de ceux qui résident dans des pays qui subissent particulièrement la crise actuelle : le Portugal (82%, +19 points), la Bulgarie (80%, +19 points), mais aussi Chypre (90%, +15 points), la Grèce (81%, +13 points), la Roumanie (75%, +13 points) et l'Irlande (84%, +12 points).

Une très grande majorité d'Européens (87%, +13 points par rapport au printemps 2010) estiment nécessaire que des réformes soient adoptées dans leur pays pour faire face à l'avenir¹². La proportion de personnes défavorables à ces réformes a diminué de huit points, et atteint seulement 9%.

Les pays au sein desquels l'opinion en faveur de réformes a le plus évolué positivement et de manière spectaculaire en l'espace de six mois depuis le printemps 2010 sont **la Lituanie (88%, +26 points), la France (82%, +26 points)**, ainsi que **la Grèce et la Suède (93%, +23 points dans les deux pays)**.

Au vu de l'ampleur et de la persistance de la crise économique, l'adoption de réformes peut être moins bien acceptée par les populations qu'en période plus favorable. Il a donc semblé intéressant de tester l'avis des Européens en interrogeant deux moitiés de l'échantillon total, auxquelles nous avons proposé deux formulations différentes¹³ :

- **L'une positive (SPLIT A – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées »)**
- **Et l'autre négative (SPLIT B – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »).**

¹¹ QC6.1 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Nous devons faire des réformes qui bénéficieront aux générations futures, même si cela signifie faire des sacrifices maintenant.

¹² QC6.2 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur.

¹³ QC6.5 (si SPLIT A) Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées.

QC6.6 (si SPLIT B) Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment.

Plus de trois Européens sur quatre (78%) sont d'accord avec la proposition selon laquelle les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées. C'est quatre points de plus qu'il y a six mois. Ils sont 13% (-2 points) à émettre un avis contraire.

Lorsque l'on inverse le sens de la formulation, un peu plus d'un tiers (36%) des personnes interrogées pensent que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique ne sont pas une priorité. Ils sont en revanche une majorité (53%, comme au printemps 2010) à ne pas être d'accord avec cette proposition et donc à considérer effectivement que ces mesures sont une priorité pour leur pays. Ceci confirme dans une certaine mesure les résultats du SPLIT A. Néanmoins, on le voit clairement ici, **l'intensité du sens des réponses varie assez fortement selon la formulation du message.**

SPLIT A :

Notons que les répondants au sein de la zone euro sont plus nombreux que les autres (81% et 75%) à être d'accord avec le fait que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées.

SPLIT B :

On enregistre un écart de 8 points entre les répondants qui se disent « pas d'accord » avec la proposition (et qui donc pensent qu'il s'agit d'une priorité) au sein des pays de la zone euro et au sein des pays situés en dehors de la zone euro (55% et 47%).

QC6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Réponse : Total 'D'accord' - % UE

	EB73 Pr. 2010	EB74 Aut. 2010	Diff. Aut. 2010 - Pr. 2010
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur	74%	87%	+13
Nous devons faire des réformes qui bénéficieront aux générations futures, même si cela signifie faire des sacrifices maintenant	71%	77%	+6
Vous êtes prêt(e) à réduire votre niveau de vie actuel pour garantir le niveau de vie des générations futures	46%	50%	+4
(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées	74%	78%	+4
Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique	86%	89%	+3
(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	35%	36%	+1
En raison de la crise économique, nous devrions augmenter les déficits publics pour créer des emplois	46%	42%	-4

QC6.7 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. En raison de la crise économique, nous devrions augmenter les déficits publics pour créer des emplois

Total 'D'accord'			
	EB73 Pr. 2010	EB74 Aut. 2010	Diff. Aut. 2010 - Pr. 2010
UE27	46%	42%	-4
Zone Euro	41%	38%	-3
Hors-zone Euro	55%	49%	-6
BG	33%	42%	+9
IT	39%	48%	+9
LV	35%	43%	+8
⋮	⋮	⋮	⋮
FI	65%	50%	-15
LU	59%	42%	-17
SE	66%	41%	-25

Parallèlement à cette prise de position en faveur de la réduction des déficits publics, plus de quatre Européens sur dix (42%, -4 points par rapport au printemps 2010) estiment qu'il faudrait augmenter les déficits publics pour créer des emplois, alors qu'ils sont exactement aussi nombreux (42%, +6 points) à déclarer le contraire. Notons que le taux de réponses 'ne sait pas' reste élevé sur cette question (16%, -2 points), signe d'une difficulté certaine à comprendre toutes les dimensions de cet enjeu.

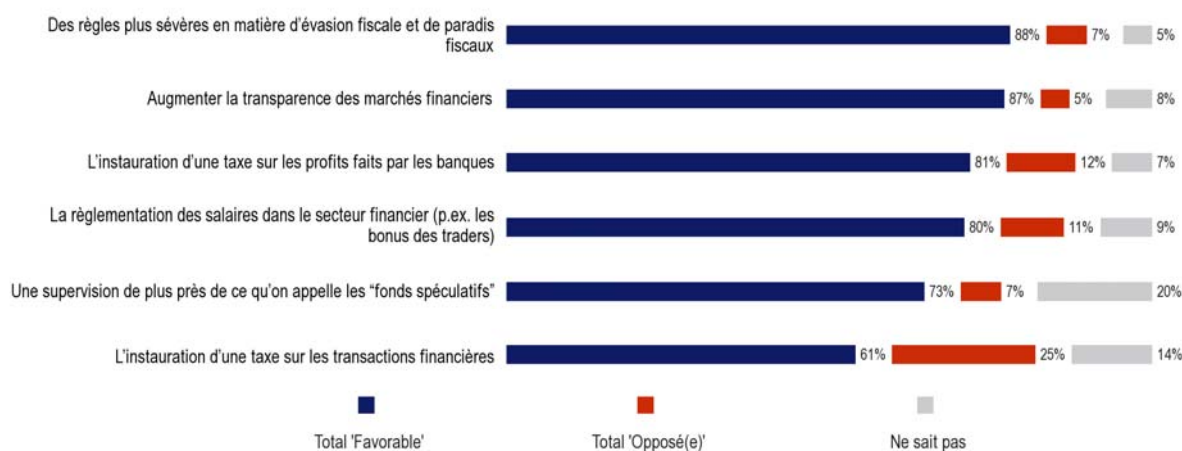
Une réelle dichotomie s'opère entre les répondants de la zone euro et ceux situés en dehors de la zone

euro : les premiers sont ainsi beaucoup moins favorables que les seconds (38% et 49%) à une augmentation des déficits publics en vue de créer des emplois.

6.2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?

Les personnes interrogées devaient se positionner sur six mesures que devrait prendre l'Union européenne pour réformer les marchés financiers mondiaux. La très grande majorité d'entre elles sont d'accord pour soutenir ces mesures, même si l'intensité des réponses varie parfois assez fortement selon les pays.

QC8. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'Union européenne devrait prendre.



On remarque notamment des divergences assez marquées entre les Européens appartenant à la zone euro et ceux qui n'en font pas partie. Ainsi, les premiers s'expriment sensiblement plus que les seconds en faveur de chacune des six propositions (entre 5 et 18 points d'écart selon les propositions).

Le tableau ci-dessous présente les pays dont les citoyens sont les plus nombreux et les moins nombreux à être favorables aux six mesures proposées :

QC8 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'Union européenne devrait prendre.
Réponses les plus fortes et basses pour total 'Favorable'

Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		Augmenter la transparence des marchés financiers		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)		Une supervision de plus près de ce qu'on appelle les "fonds spéculatifs"		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières	
UE27	88%	UE27	87%	UE27	81%	UE27	80%	UE27	73%	UE27	61%
Zone Euro	90%	Zone Euro	90%	Zone Euro	82%	Zone Euro	83%	Zone Euro	78%	Zone Euro	67%
Hors-zone Euro	84%	Hors-zone Euro	82%	Hors-zone Euro	77%	Hors-zone Euro	74%	Hors-zone Euro	62%	Hors-zone Euro	49%
SK	95%	DE	93%	EL	93%	HU	87%	CY	91%	AT	75%
SE	94%	BE	92%	IE	92%	AT	87%	EL	90%	DE	74%
EL	93%	EL	92%	SK	87%	DE	86%	HU	90%	PT	74%
NL	93%	CY	92%	:	:	IE	86%	:	:	:	:
:	:	HU	92%	:	:	SI	86%	:	:	:	:
:	:	NL	92%	:	:	SK	86%	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	EE	43%
MT	74%	SE	80%	ES	72%	RO	64%	BG	47%	UK	43%
LU	73%	MT	73%	PL	71%	DK	62%	MT	47%	NL	36%
LV	69%	RO	70%	MT	51%	MT	47%	PL	45%	MT	30%

Comme pour les questions sur la priorité des mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique (QC6.5 et QC6.6), la technique du 'Split ballot' a ici été utilisée¹⁴. Il s'agissait de savoir si, aux yeux des personnes interrogées, l'Union européenne devrait prendre un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux (**SPLIT A**) ou si au contraire, elle devrait être moins impliquée dans le développement de ces règles (**SPLIT B**), sachant que la première question (SPLIT A) avait déjà été posée dans la vague Eurobaromètre 71.1 du printemps 2009.

La très grande majorité (82%) des personnes interrogées s'expriment en faveur d'un rôle plus important de l'Union européenne. On enregistre même une hausse de quatre points par rapport à l'enquête du printemps 2009 (EB71.1). Moins d'un répondant sur dix est d'un avis contraire (9%).

Réciproquement, lorsque l'on inverse le sens de la formulation (SPLIT B), les opinions vont dans le même sens mais de manière beaucoup moins affirmée : une majorité absolue mais beaucoup plus courte (52%) déclare ne pas être d'accord pour dire que l'union européenne devrait être moins impliquée. Et un tiers (33%) est d'un avis contraire.

SPLIT A :

Notons une différence significative de 10 points entre les répondants au sein de la zone euro et ceux en dehors de la zone euro : 86% des premiers pensent que l'Union devrait prendre un rôle plus important (pour 76% des seconds).

Les Etats membres au sein desquels cette opinion a le plus évolué positivement sont l'Irlande et la Lettonie (81%, +15 points dans les deux pays), ainsi que le Portugal (82%, +14 points), tandis que seuls cinq pays sur vingt-sept ont vu cette opinion diminuer depuis le printemps 2009 : la Grèce (83%, -10 points), le Royaume-Uni (65%, -3 points), la Slovénie (86%, -2 points), les Pays-Bas (85%, -1 point) et Malte (75%, -1 point).

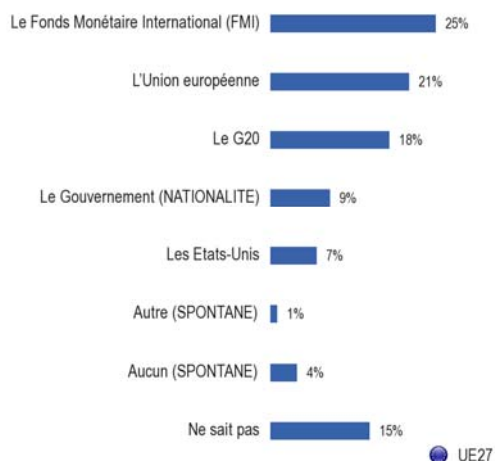
¹⁴ QC10.1 (si SPLIT A) Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'Union européenne dans l'économie ? : L'UE devrait prendre un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux.

QC10.2 (si SPLIT B) Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'Union européenne dans l'économie ? : L'UE devrait être moins impliquée dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux.

6.3. L'acteur le mieux placé pour réformer le système économique et financier

Lorsqu'il s'agit de réformer le marché financier mondial, c'est assez logiquement aux trois institutions supranationales (le **Fonds Monétaire International**, **l'Union européenne** et le **G20**) que les Européens feraient le plus confiance. Les deux institutions nationales (le gouvernement du pays et les Etats-Unis) recueillent nettement moins de citations.

QC9. Selon vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour réglementer et réformer le marché financier mondial ?



Il est intéressant de mettre ces résultats en parallèle avec ceux de la question concernant l'acteur considéré comme le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise¹⁵. Rappelons que le FMI n'apparaissait alors qu'en quatrième position, derrière l'Union européenne en premier lieu, puis le gouvernement national et le G20.

Autrement dit, on semble attribuer au FMI avant tout un rôle de régulateur (technique) et moins celui d'un acteur politique.

On remarquera que les répondants de la zone euro sont sensiblement plus nombreux à citer le FMI que les citoyens européens résidant en dehors de la zone euro (respectivement 28% et 21%). A l'inverse, ils sont moins nombreux à faire confiance à leur gouvernement (7% et 12%).

Le Fonds Monétaire International est particulièrement cité par les répondants des pays nordiques : la Finlande (55%), le Danemark (39%) et la Suède (36%).

Lorsqu'il s'agit de revêtir un rôle de régulateur, l'Union européenne est plébiscitée essentiellement dans deux pays en crise, la Grèce (33%), et l'Irlande (32%).

Les répondants les plus nombreux à mentionner **le G20** résident aux Pays-Bas (36%), en République tchèque (32%), en Suède (31%) et en Hongrie (29%).

¹⁵ Voir partie 1.3

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 11 novembre et le 1^{er} décembre 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 74.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 74.2 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Etats membres de l'Union européenne et résidant dans un des Etats membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 74 a été conduit également dans les quatre pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Islande) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES		POPULATION 15+
				D'INTERVIEWS		
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.003	11/11/2010	01/12/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	12/11/2010	22/11/2010	6.584.957
CZ	Rép. tchèque	TNS Aisa	1.024	12/11/2010	25/11/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.049	11/11/2010	27/11/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.609	12/11/2010	28/11/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/11/2010	29/11/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.007	11/11/2010	25/11/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/11/2010	25/11/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.001	15/11/2010	28/11/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.036	12/11/2010	29/11/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.019	12/11/2010	24/11/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	11/11/2010	28/11/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	12/11/2010	28/11/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.005	12/11/2010	28/11/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	513	11/11/2010	27/11/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.031	12/11/2010	28/11/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/11/2010	27/11/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.040	12/11/2010	27/11/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup- Institut	1.000	11/11/2010	28/11/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/11/2010	28/11/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.018	19/11/2010	29/11/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.001	12/11/2010	25/11/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.004	11/11/2010	28/11/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.031	12/11/2010	28/11/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.005	11/11/2010	29/11/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.020	12/11/2010	30/11/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.300	12/11/2010	30/11/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.723	11/11/2010	01/12/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	501	12/11/2010	29/11/2010	252.277
CY(tcc)	Communauté chypriote turque	Kadem	500	12/11/2010	28/11/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/11/2010	28/11/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	11/11/2010	29/11/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	13/11/2010	21/11/2010	1.678.404
TOTAL			30.780	11/11/2010	01/12/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (c'est-à-dire les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les Instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points